



JEAN VERHEYEN

SINCE 1919

CONDITIONS GÉNÉRALES

Jewelry One et Jewelry Plus

J E A N V E R H E Y E N

Réf. : CG Jewelry 201805 FR

Une assurance sur mesure pour les bijouteries

Les bijoutiers professionnels sont confrontés à un stock en évolution constante. Nous leur offrons la flexibilité et la sécurité d'un contrat spécialisé et sur mesure. Des extensions peuvent être facilement réalisées pour les transports, les foires et les expositions. Les bijoux sont couverts en Tous Risques incluant le bris accidentel.

La S.A. Jean VERHEYEN est un souscripteur mandaté faisant partie du groupe AXA, spécialiste par excellence des produits haut de gamme. Verheyen représente les meilleures compagnies pour garantir à ses assurés une solidité d'engagements de premier ordre. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis 100 ans.

Jean Verheyen s.a.



Table des matières

ARTICLE 1 - Définitions	4
ARTICLE 2 - Objet du contrat d'assurance	6
ARTICLE 3 - Effet du contrat d'assurance- Durée-Tacite reconduction- Suspension-Résiliation- Aggravation du risque.....	6
ARTICLE 4 - Lieu des risque et garanties.....	8
ARTICLE 5 - Le temps des risques.....	11
ARTICLE 6 - Mesures de protection physique et de prévention.....	12
ARTICLE 7 - Non-respect des montants autorisés et devanture.....	13
ARTICLE 8 - Exclusions	14
ARTICLE 9 - Sinistre	15
ARTICLE 10 - Franchise	17
ARTICLE 11 - Prime	17
ARTICLE 12 - Transfert du contrat d'assurance	17
ARTICLE 13 - Solidarité des assurés	18
ARTICLE 14 - Coassurance et apériton.....	18
ARTICLE 15 - Non-respect, par l'assuré, de ses obligations - Sanctions	18
ARTICLE 16 – Droit applicable litiges	18
ARTICLE 17 - Protection de la vie privée	19
ARTICLE 18 - Prévalence	23
ARTICLE 19 - Licéité.....	23

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Pour l'application du présent contrat d'assurance, on entend par :

L'assuré

« La personne mentionnée comme telle dans les conditions particulières.

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale, le mot « assuré » vise tant la personne morale que ses administrateurs, gérants, fondés de pouvoir et autres mandataires sociaux.

Ceux-ci sont donc notamment tenus des obligations de l'assuré, à l'exception toutefois de celles relatives au paiement de la prime. »

Activité assurée

Tout commerce, négoce ou prestation en rapport avec l'activité professionnelle de l'assuré tel que décrit dans la proposition d'assurance générale et/ou pièces contractuelles subséquentes.

Les marchandises telles que décrites dans la proposition d'assurance et/ou pièces contractuelles subséquentes, qui font partie de l'activité professionnelle de l'assuré telle que décrite.

Ne sont pas repris sauf stipulation contraire aux conditions particulières :

- l'argent comptant ou tout autre moyen de paiement
- les objets mobiliers/immobiliers

Contrat d'assurance

Le contrat d'assurance est constitué des quatre éléments suivants :

- les conditions générales ;
- les dernières conditions particulières. Elles font état des caractéristiques spécifiques du risque, des formules d'assurance choisies et de la prime ;
- la proposition d'assurance sur base de laquelle les Assureurs ont établi le contrat ;
- le rapport d'expertise

Les conditions particulières peuvent parfois déroger aux conditions générales afin que l'assurance soit adaptée à la situation propre de l'Assuré. Dans ce cas, les conditions particulières prévalent.

L'Assuré est invité à lire attentivement son contrat.

Le contrat est régi par la loi sur le contrat d'assurance terrestre et ses arrêtés d'exécution. Les dispositions non impératives sont également d'application, sauf dérogation explicite.

Sinistres

Tout événement garanti par le présent contrat d'assurance ayant causé une perte ou un dommage aux objets assurés.

Stock

L'ensemble des objets assurés

Valeur d'achat

Prix d'achat de l'objet assuré suivant la facture d'achat de l'assuré.

Valeur de remplacement

Coût nécessaire pour remplacer l'objet assuré à la date du sinistre par un même article ou un modèle/objet équivalent si celui-ci n'est plus commercialisé.

Valeur de vente

Prix de vente suivant la facture de vente de l'assuré.

Prix coûtant

Prix de revient de la marchandise basé sur la valeur d'achat des matières premières et sur la main d'œuvre nécessaire à la confection de l'objet.

Premier risque

Les valeurs assurées, indiquées aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance, s'entendent au premier risque, c'est-à-dire sans application de la règle proportionnelle en cas de sinistre. Cette valeur assurée constitue, pour chaque sinistre, l'engagement maximum des assureurs. L'assuré a la faculté de faire couvrir un dépassement de la valeur assurée, moyennant déclaration préalable, acceptation expresse des assureurs et surprime à convenir.

Sas

Entrée unique de l'espace assuré située en devanture et constituée d'un passage muni de deux portes blindées dont on ne peut ouvrir l'une que si l'autre est fermée et dont le système de verrouillage des portes est uniquement activé à distance par le personnel de l'espace assuré.

Représentant

Personne à qui l'assuré confie de la marchandise dans le cadre de l'activité professionnelle de cette personne.

Devanture/Etalage

Toute vitrine qui donne sur la rue et qui est uniquement accessible depuis l'intérieur du magasin.

Personne

Préposé, collaborateur professionnel ou cocontractant professionnel à qui l'assuré confie les marchandises dans le cadre d'un transport précis.

Vitrine

Tout élément mobile/immobile, situé dans le local assuré, dans lequel sont exposées des marchandises.

Espace assuré

L'espace commercial accessible au public, qui comprend les espaces de vente, les bureaux, les ateliers et tout autre espace accessible pendant les heures d'ouverture via l'entrée principale.

Chambre forte

Pièce connectée au système d'alarme et constituée dans son intégralité d'éléments en matériaux blindés et accessible uniquement par une porte blindée. Ce local doit être verrouillé en permanence ou maintenu sous contrôle visuel permanent si elle est ouverte temporairement durant les heures d'ouverture pour les besoins, article 5.3 de l'activité commerciale.

Coffre-fort

Elément blindé scellé et équipé de détecteurs sismiques, se trouvant dans les locaux assurés et connecté au système d'alarme et répondant aux normes EN1443 de minimum classe 3. Cet élément doit être verrouillé en permanence ou maintenu sous contrôle visuel permanent s'il est ouvert temporairement durant les heures d'ouverture pour les besoins, article 5.3 de l'activité commerciale.

Bons de consignation

Document émis en deux exemplaires, signé et daté par les deux parties lors de la mise en consignation d'objet(s) assuré(s), qui reprend une description complète du/des article(s) concerné(s) ainsi qu'une estimation de leur valeur. Ce bon doit obligatoirement être identifié par un n° d'ordre et mentionner l'identité complète des deux parties concernées.

Vol furtif

Soustraction frauduleuse d'un objet assuré commise sans violence, ni menace, et dont la preuve est rapportée par un enregistrement par vidéo de telle manière que les circonstances claires et précises du vol furtif sont indiscutables.

Vol par ruse

Soustraction frauduleuse d'un objet assuré, commise sans violence ni menace, et dont la réalité est prouvée par des éléments convaincants autres que la seule déclaration de l'assuré, de ses préposés ou représentants.

Heures d'ouverture

Heures officielles reprises dans la proposition d'assurance durant lesquelles l'espace assuré est ouvert au public.

Cash

Le fond de liquidité nécessaire à l'activité commerciale journalière de l'assuré ainsi que l'équivalent des recettes encaissées en liquide durant la journée.

Exposition

Tout évènement public auquel participe l'assuré en dehors de l'espace assuré en vue d'exposer sa marchandise.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le présent contrat d'assurance a pour objet de garantir les pertes et dommages occasionnés aux objets assurés selon les garanties décrites ci-dessous et aux conditions particulières.

ARTICLE 3 - EFFET DU CONTRAT D'ASSURANCE - DUREE - TACITE RECONDUCTION - SUSPENSION – RESILIATION – AGGRAVATION DU RISQUE

3.1. Effet

Sauf convention contraire, la garantie prend cours à la date d'effet précisée aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance, pour autant que la première prime et ses accessoires aient été payés au plus tard dans les 45 jours de la date d'effet précitée.

3.2. Durée - tacite reconduction

Sauf convention contraire, le contrat d'assurance est conclu pour une période d'un an; à la fin de chaque période d'assurance, il sera reconduit tacitement d'année en année pour une période d'une

année, à moins qu'il ne soit résilié par l'une des parties, par lettre recommandée à la poste, trois mois au moins avant la date d'échéance de la période en cours.

Le préavis de résiliation court à partir du lendemain du jour du dépôt de la lettre recommandée à la poste, le cachet de la poste faisant foi.

3.4. Aggravation du risque

L'Assuré doit déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance des événements assurés ;

Lorsque, au cours de l'exécution du contrat, le risque de survenance d'un sinistre s'est aggravé de telle sorte que si l'aggravation avait existé au moment de la souscription l'assureur n'aurait consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, il doit, dans le mois à compter du jour où il a eu connaissance de l'aggravation, proposer la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.

Si l'assureur apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, il peut résilier le contrat dans le même délai.

Si la proposition de modification du contrat d'assurance est refusée par l'assuré ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, l'assureur peut résilier le contrat dans les quinze jours suivant l'expiration du délai précité.

L'assureur qui n'a pas résilié le contrat ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus ne peut plus se prévaloir à l'avenir de l'aggravation du risque.

Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou la résiliation ait pris effet et si l'assuré a rempli l'obligation visée au paragraphe 1^{er}, l'assureur est tenu d'effectuer la prestation convenue.

Si un sinistre survient et que l'assuré n'a pas rempli l'obligation visée au paragraphe 1^{er} :

- l'assureur est tenu d'effectuer la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché à l'assuré ;
- l'assureur n'est tenu d'effectuer sa prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que l'assuré aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, lorsque le défaut de déclaration peut être reproché à l'assuré.

Toutefois, si l'assureur apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, sa prestation en cas de sinistre est limitée au remboursement de la totalité des primes payées :

- si l'assuré a agi dans une intention frauduleuse, l'assureur peut refuser sa garantie. Les primes échues jusqu'au moment où l'assureur a eu connaissance de la fraude lui sont dues à titre de dommages et intérêts.

3.4.1. En cas de modification ou suppression par les assureurs d'une partie des conditions ou garanties du contrat.

L'Assuré peut résilier le contrat dans le mois qui suit la notification par les Assureurs. Le contrat prend fin un mois après la notification de l'Assuré.

3.4.2. Après sinistre

L'assuré peut résilier le contrat au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité.

Le contrat prend fin trois mois après la notification par l'assuré

3.4.3. En cas de cession ou cessation d'activité

L'assuré peut résilier le contrat immédiatement.

3.5. Résiliation par les assureurs

3.5.1. En cas d'aggravation du risque

Dans le cas où le risque serait aggravé, les assureurs, endéans le mois, peuvent résilier le contrat. Le contrat prend fin un mois après l'avis de résiliation des Assureurs.

Dans le cas où l'assuré refuse l'éventuelle proposition d'adaptation des conditions ou ne l'accepte pas dans un délai d'un mois, les Assureurs peuvent résilier endéans les quinze jours qui suivent le contrat d'assurance.

3.5.2. Après sinistre

Les assureurs se réservent, en outre, la faculté de résilier le contrat d'assurance par lettre recommandée à la poste, après la survenance d'un sinistre et ce au plus tard dans les 30 jours calendrier qui suivent le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité. La résiliation prend effet après expiration d'un délai de 30 jours calendrier à compter du lendemain du jour du dépôt à la poste de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi.

3.5.3. Pour défaut de paiement de la prime

En cas de défaut de paiement de la prime, les assureurs peuvent suspendre la garantie du contrat d'assurance ou résilier celui-ci, à condition que l'assuré ait été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste. La suspension ou la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée à la poste, le cachet de la poste faisant foi.

Lorsque les assureurs ont suspendu la garantie, ils peuvent ensuite résilier le contrat d'assurance s'ils s'en sont réservé la faculté dans la mise en demeure visée à l'alinéa précité; dans ce cas, la résiliation prend effet au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

Si les assureurs ne se sont pas réservés cette faculté, la résiliation intervient après nouvelle mise en demeure conformément aux dispositions qui précèdent.

La suspension de la garantie ne porte pas atteinte aux droits des assureurs de réclamer les primes venant ultérieurement à terme à condition que l'assuré ait été mis en demeure comme précité. Le droit des assureurs est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

Le paiement par l'assuré des primes échues, augmentées des frais et, s'il y a lieu, des intérêts spécifiés dans la dernière sommation ou par décision judiciaire, met fin à la suspension de la garantie dès le lendemain de la réception du paiement intégral précité par les assureurs.

3.5.4. En cas de faillite

La résiliation ne pourra être notifiée par les assureurs au plus tôt que trois mois après la déclaration de faillite.

3.5.5. En cas de décès

La résiliation pourra être notifiée par les Assureurs dans les trois mois après avoir pris connaissance du décès de l'assuré.

ARTICLE 4 –LIEU DES RISQUES ET GARANTIES

4.1. Dans les locaux assurés

Dans les limites indiquées aux conditions particulières, les objets assurés suivants sont couverts uniquement contre les risques mentionnés ci-dessous, dans les lieux énoncés aux paragraphes 4.1 à 4.2.6 et dans les périodes décrites à l'article 5, et sans préjudice des exclusions prévues à l'article 7 :

4.1.1. Le stock

Le stock est assuré contre les risque de vol furtif, tel que défini à l'article 1 et donc non les disparitions inexpliquées ou les différences d'inventaire, ni le vol par ruse, le vol avec violence ou menaces, l'escroquerie telle que définie par le Code pénal, l'extorsion, telle que définie par le Code pénal, le

détournement ou abus de confiance au sens du Code pénal, l'endommagement ou destruction par toutes causes extérieures.

4.1.2. Le cash

Le cash est uniquement couvert en cas de vol avec menaces ou violences.

4.1.3. Le vol furtif

Le vol furtif est assuré à l'exclusion de la simple disparition ou la différence d'inventaire, suivant le montant repris aux conditions particulières.

4.1.4. Le braquage

4.1.4.1. dans les locaux assurés

Le braquage dans l'espace assuré est couvert suivant le montant repris aux conditions particulières.

4.1.4.2. au domicile

Le braquage de l'assuré à son domicile qui résulte d'un vol dans l'espace assuré est couvert à hauteur du montant du stock.

4.2. En dehors des locaux assurés

4.2.1. L'assuré

Le vol avec violences du stock, mais non du cash, est couvert au domicile de l'assuré.

4.2.2. Les pèlerins

Les objets assurés transportés par les pèlerins sont couverts uniquement en cas de vol avec menaces ou violences.

4.2.3. Les représentants

Sont couverts :

4.2.3.1. Pendant les trajets en voiture

- Vol commis avec menaces ou violences
- vol simultané du véhicule et de son contenu
- vol à la suite d'un accident de roulage impliquant le véhicule du représentant
- vol par ruse

4.2.3.2. Pendant les trajets à pied ou pendant les visites à la clientèle

- Vol avec menace ou violence ;
- vol par ruse ;
- vol à la suite d'un malaise ou d'une perte de connaissance du représentant

4.2.3.3. Au domicile du représentant

- Vol commis par un voleur qui a pénétré par effraction dans le domicile du représentant et qui a commis ensuite une effraction sur le coffre-fort contenant les objets assurés, tel que décrit aux conditions particulières ou dans la proposition d'assurance
- vol commis avec menaces ou violences.

4.2.3.4. A l'hôtel pour les besoins de l'activité professionnelle du représentant

- Vol avec effraction commis sur le coffre principal de l'hôtel
- lorsque l'hôtel n'a pas de coffre principal, vol avec effraction sur le coffre-fort de la chambre occupée par le représentant
- vol commis avec menaces ou violences

4.2.4. Les expéditions

Sont seules couvertes les expéditions confiées à un transporteur confiées à un transporteur professionnel, et ce de manière telle que le transporteur ne puisse pas connaître ni même deviner le contenu de l'envoi, ce qui implique notamment que :

- le destinataire doit être une personne physique, sans mention du nom d'une société ou d'une firme ni d'aucun terme tel que « gold, diamond, jewelry, bijouterie, joaillerie etc. »
- le contenu de l'envoi n'est mentionné ni dans les instructions de transport, ni sur le document de transport, sauf si cette mention est requise par la réglementation douanière, en tous cas, l'utilisation de termes généraux tels que « samples, materials, outils de mesure etc. » est vivement recommandée
- la valeur des objets transportés n'est pas mentionnée, sauf si cette mention est requise par la réglementation douanière ou si l'envoi est effectué par poste recommandée avec valeur déclarée, auquel cas la valeur mentionnée doit être de 250€
- les objets sont emballés dans des emballages neutres qui ne mentionnent pas l'identité de l'expéditeur et ne permettent pas de deviner la nature du contenu, même au toucher

Il convient dans la mesure du possible de privilégier la remise de la marchandise au transporteur dans les établissements de celui-ci, plutôt que de faire procéder à un enlèvement dans l'espace assuré.

Les envois décrits ci-dessus sont couverts contre tous risques, selon la formule de l'article 8 de la police d'assurance d'Anvers du 20 avril 2004 dont le texte est joint à la présente.

4.2.5 Les expositions

Les objets assurés sont couverts pendant le transport depuis l'espace assuré jusqu'au stand de l'exposition et, en fin d'exposition, depuis le stand jusqu'à l'espace assuré, et ce lorsque les transports se font en voiture, sans arrêt intermédiaire, et avec à bord de la voiture l'assuré et au minimum un de ses préposés ou un garde de sécurité agréé avec licence officielle délivrée par les autorités nationales compétentes. Il n'y a donc pas de couverture pendant les éventuels arrêts intermédiaires, même pour faire le plein d'essence, se reposer, etc.

Les objets assurés sont également couverts pendant le montage et le démontage des vitrines lorsque ce montage et ce démontage sont effectués en présence de deux personnes au minimum, à savoir l'assuré et un de ses préposés ou deux de ses préposés.

Pendant les heures d'ouverture de l'exposition, les objets assurés sont couverts lorsqu'ils sont présentés dans des vitrines équipées de serrures indépendantes fermées à clé, dont les clés sont retirées des serrures et restent sous la garde de l'assuré ou de ses préposés. Une vitrine ouverte pour y enlever ou remettre les objets assurés doit donc être immédiatement refermée et à nouveau verrouillée, avec retrait de la clé.

Au surplus, les objets assurés présentés dans des vitrines ne sont couverts que si les vitrines sont sous la surveillance permanent de deux personnes minimum, à savoir l'assuré et un de ses préposés ou deux de ses préposés.

Les objets assurés sont également couverts lorsqu'ils sont retirés des vitrines pour être présentés à un client potentiel, la couverture étant toutefois en ce cas plafonnée aux deux pièces les plus chères, les autres pièces sorties de la vitrine n'étant pas couvertes.

Durant les heures de fermeture des expositions, les objets assurés sont couverts lorsqu'ils se trouvent dans un coffre-fort verrouillé ou dans un endroit verrouillé et surveillé par une équipe de sécurité avec licence officielle agréée par les autorités nationales compétentes.

La couverture dans les coffres-forts n'est toutefois acquise que si l'assuré a modifié la combinaison du coffre-fort loué par rapport à la combinaison choisie par le fabricant ou par les organisateurs de l'exposition, la combinaison ne pouvant être connue que au maximum par l'assuré et un de ses préposés.

Les objets assurés sont couverts lors de leur transport dans l'enceinte de l'exposition entre le stand et le coffre-fort verrouillé ou à l'endroit verrouillé et surveillé indiqué ci-dessus, mais uniquement lorsque ces transports sont effectués par deux personnes au minimum, à savoir l'assuré et un de ses préposés ou deux préposés de l'assuré.

La couverture des objets assurés pendant les expositions, dans les circonstances décrites ci-dessus, est acquise contre les risques suivants :

- vol avec effraction et ou menaces
- vandalisme

Le vol simple, la simple différence d'inventaire et la perte sont exclus.

4.2.6. Les objets confiés

Les objets confiés par l'assuré à un autre joaillier ou bijoutier sont couverts lorsqu'ils sont en sa possession ou sous sa responsabilité, mais uniquement si celui-ci est financièrement incapable d'indemniser l'assuré de sa perte. L'insolvabilité de ce tiers joaillier ou bijoutier est réputé acquise en cas de déclaration de faillite ou d'ouverture d'une procédure collective de règlement ou de médiation de dette, ou encore sur présentation d'un procès-verbal de carence établie par l'huissier chargé de l'exécution forcée d'un jugement à sa charge.

Cette couverture, à concurrence du montant mentionné dans le bon de consignation, est acquise en cas de survenance des risques suivants : même garanties prévues que pour le stock de la bijouterie.

ARTICLE 5 – LE TEMPS DES RISQUES

Sont seuls couverts les sinistres survenus pendant le temps des risques, tels que décrits ci-dessous.

5.1. Dans l'espace assuré :

5.1.1. Pendant les heures d'ouverture :

A partir du moment où tous les moyens de protection et de fermeture utilisables pendant les heures d'ouverture sont mis en œuvre et ce jusqu'à ce qu'ils soient débranchés ou mis hors service.

5.1.2. En dehors des heures d'ouverture :

A partir du moment où tous les moyens de protection, de fermeture et d'alarme sont mis en œuvre et ce jusqu'à ce qu'ils soient débranchés.

5.2. En dehors de l'espace assuré :

5.2.1. Au domicile de l'assuré :

La couverture commence dès que l'assuré a pénétré dans son domicile et dure jusqu'à ce qu'il le quitte.

5.2.2. Les pèlerins :

La couverture est acquise pendant les transports effectués par les pèlerins, mais uniquement lorsque ces transports sont effectués pendant les heures d'ouverture de l'espace assuré.

5.2.3. Les représentants :

La couverture commence à partir du moment où ils quittent l'espace assuré et prend fin lorsqu'ils reviennent dans l'espace assuré.

5.2.4. Les expéditions :

Les risques sont couverts à partir de la prise en charge par le transporteur, attestée par l'émission du document de transport. La couverture prend fin au moment de la livraison par le transporteur au destinataire, attestée par la signature du document de transport pour réception.

5.2.5. Les expositions :

Les risques sont couverts depuis le moment où les choses assurées quittent l'espace assuré jusqu'à leur retour dans l'espace assuré.

5.2.6. Les objets confiés :

Les risques sont couverts à partir du moment de la prise en charge par le tiers joaillier ou bijoutier, attestée par la signature du bon de consignation et se poursuivent jusqu'à la restitution à l'assuré, également mentionné sur ce bon.

ARTICLE 6 – MESURES DE PROTECTION PHYSIQUE ET DE PREVENTION

6.1. La proposition d'assurance

Les mesures de protection reprises dans la proposition d'assurance font foi de l'état actuel de la sécurité des locaux assurés. L'assuré est déchu de la garantie si, en cas de sinistre, ces mesures n'ont pas été maintenues et si la discordance constatée présente un lien causal avec la survenance ou avec l'ampleur du sinistre.

6.2. L'expertise et les recommandations

Les assureurs se réservent le droit de faire visiter les locaux par un expert indépendant ou par leur propre mandataire.

Les mesures ou procédures de sécurité recommandées devront être mises en place par l'Assuré dans le délai qui lui sera notifié.

L'assuré est déchu de la garantie si l'absence de mise en place par l'assuré des nouvelles mesures présente un lien causal avec la survenance ou avec l'ampleur du sinistre.

6.3. Obligations de l'Assuré

La garantie du présent contrat est acquise sous réserve que soit mises en œuvre cumulativement l'ensemble des dispositions ci-après décrites.

L'Assuré a l'obligation pendant toute la durée du présent contrat, sauf cas fortuit ou force majeure, sous peine de déchéance de garantie :

1. de maintenir en parfait état d'entretien tous les moyens de protection et de fermeture dont il dispose ;
2. de maintenir les systèmes d'alarme décrits dans la proposition d'assurance en bon ordre de fonctionnement pendant la durée du contrat et de souscrire un contrat d'entretien annuel, dont il doit à tout moment être en mesure de produire son exemplaire.
3. de ne pas modifier les différents systèmes d'une manière qui réduirait la sécurité des locaux par rapport à celle dont les assureurs ont eu connaissance

4. de respecter les modes de surveillance et de gardiennage dont il a fait la déclaration ;
5. de retirer de l'espace assuré, en dehors des heures d'ouverture, toutes les clés des chambres fortes et/ou coffres-forts ainsi que les clés commandant la mise en service et l'arrêt de l'installation d'alarme ou de détection d'intrusion. Les clés doivent toutefois être placées dans un coffre-fort muni d'une serrure horaire
6. de retirer les clés des vitrines intérieures, armoires ou comptoirs qui doivent rester fermés à clé, clés retirées des serrures, l'ouverture temporaire n'étant admise que pour retirer les marchandises à des fins de présentation à un client ou pour l'achalandage des vitrines en dehors des heures d'ouverture. En aucun cas les objets assurés ou le cash ne peuvent être laissés sans surveillance par l'assuré ou ses préposés.
7. de verrouiller en permanence la chambre forte et le coffre-fort ou de les maintenir sous contrôle visuel permanent lorsqu'ils sont ouverts temporairement durant les heures d'ouverture pour les besoins de l'activité commerciale.
8. de communiquer aux assureurs toute modification du risque ainsi que des modifications des commerces et habitations mitoyens

6.4. Mesures de sauvegarde en cas de panne ou de dysfonctionnement de tout moyen de protection (à maintenir)

Sous peine de déchéance de garantie des assureurs, sauf cas fortuit ou cas de force majeure, l'Assuré s'engage, dès qu'il en a connaissance, de toute panne ou dysfonctionnement de tout moyen de protection, à :

- 1) s'adresser sans délai à l'installateur pour procéder au dépannage de l'installation et à prendre toutes les mesures de sécurité ou de gardiennage qui s'imposent, pendant le temps où l'installation ne sera pas en état de fonctionner
- 2) et à déclarer aux Assureurs la panne, l'interruption ou le dysfonctionnement des moyens de protection qui ne peut pas être réparé immédiatement et à accepter de prendre toutes les mesures de sécurité supplémentaires et temporaires exigées par les Assureurs ou l'expert qu'ils auront mandaté

6.5. Tenue des livres et inventaires

L'assuré s'engage à tenir des livres d'inventaire et de comptabilité dans lesquels toutes les ventes et tous les achats seront consignés, étant expressément convenu qu'en cas de pluralité d'établissements, l'assuré sera assujéti aux mêmes obligations pour chaque établissement, et ce indépendamment des exigences fiscales.

Les livres d'inventaire et de comptabilité tenus régulièrement et dans lesquels doivent être consignées toutes les ventes ou tous les achats de l'établissement considéré sont la seule preuve admissible de l'existence des objets assurés et de leur valeur.

ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES MONTANTS AUTORISES ET DEVANTURE

Si, après sinistre, il est constaté que les montants autorisés en devanture ont été dépassés, la prestation des assureurs sera limitée selon la règle ci-dessous :

- En cas de dépassement de maximum 25%, l'indemnité d'assurance sera équivalente aux montants repris aux conditions particulières.
- En cas de dépassement de maximum 50%, l'indemnité d'assurance sera limitée aux montants repris aux conditions particulières diminués de 25 %.
- Au-delà de 50%, l'indemnité d'assurance sera limitée aux montants repris aux conditions particulières diminuée de 50 %.

ARTICLE 8 - EXCLUSIONS

Sont exclus :

8.1. Les pertes, dommages, responsabilités ou frais, directement ou indirectement causés, entièrement et/ou partiellement, par - ou survenant à la suite de :

- radiations ionisantes ou contamination radioactive par tout combustible nucléaire et/ou déchet nucléaire et/ou par la combustion de combustible nucléaire ;
- propriétés radioactives, toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses ou contaminantes de toute installation nucléaire, de tout réacteur et/ou d'autres assemblage ou composant nucléaires ;
- toute arme ou tout dispositif pour lesquels la fission et/ou la fusion atomique ou nucléaire, ou autre réaction similaire, ou la force radioactive ou la matière radioactive sont employées ;
- propriétés radioactives, toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses ou contaminantes de toute matière radioactive. L'exclusion contenue dans le présent paragraphe ne s'applique pas aux isotopes radioactifs, hormis le combustible nucléaire, lorsque de tels isotopes sont préparés, transportés, entreposés ou utilisés dans un but commercial, agricole, médical, scientifique ou dans d'autres buts pacifiques similaires ;
- toute arme chimique, biologique, biochimique ou électromagnétique.
- l'utilisation ou l'exploitation, afin de causer un préjudice, de tout ordinateur, système informatique, programme logiciel informatique, virus ou processus informatique ou tout autre système électronique.

8.2. Les perte et/ou dommage aux marchandises et/ou choses assurées causés directement par :

- des grévistes, des émeutiers ou des personnes prenant part à des mouvements populaires, à des lock-out ou des luttes provenant de conflits de travail;
- tout terroriste ou toute autre personne animée d'un mobile politique.

8.3. Les pertes ou dommages causés directement ou indirectement par la guerre civile ou étrangère, déclarée ou non, actes de violence civils ou militaires ou autres actes de violence d'inspiration collective, émeutes, réquisition, occupation notamment par une force militaire ou de police ou d'autres combattants, sauf convention contraire éventuellement applicable aux expéditions et mentionnée aux Conditions Particulières. (sans préjudice de l'assurance légalement prévue « Conflits de travail et attentats »).

8.4. Les dommages résultant de l'embargo, de la confiscation de la réquisition ou de la destruction par ordre de tout gouvernement ou autorité publique.

8.5. Les sinistres que l'assuré, ses ascendants ou descendants, ses préposés, ses représentants légaux ou ses mandataires sociaux ont omis ou causé intentionnellement ou dont ils sont les complices ou encore dont ils ont sciemment facilité le développement ou entravé le sauvetage.

8.6. Les sinistres résultant des achats de la clientèle ou de la remise à un tiers d'une marchandise ou bien quelconque contre paiement :

- par chèques bancaires ou postaux, par carte de crédit, transfert bancaire ou tout autre ordre financier qui se révélerait faux, frauduleux, non valable ou non recouvrable quelque cause que ce soit.
- par chèques bancaires ou postaux, par carte de crédit ou cartes de paiement de comptes non approvisionnés.
- en espèces, devises ou billets de banque qui se révéleraient être des contrefaçons, des faux ou non valables pour quelque cause que ce soit.
- par tout autre moyen de paiement illicite.

8.7. Les espèces, chèques, cartes bancaires et autres moyens de paiement appartenant en propre à l'Assuré, ses préposés ou à ses représentants légaux ou ses mandataires sociaux si l'Assuré est une personne morale.

8.8. Les expéditions d'espèces (billets de banque et numéraires), devises, chèques, reçus de cartes bancaires.

8.9. Le vice propre des biens assurés.

8.10. Les marchandises se trouvant dans des vitrines extérieures mobiles ou dans des vitrines pouvant être ouvertes de l'extérieur du magasin.

8.11. Les dommages survenant aux marchandises assurées dont l'Assuré ou toute autre personne ferait usage pour sa parure personnelle à quelque titre que ce soit (y compris présentation par les mannequins).

Ne sont pas visés par cette exclusion les dommages survenant aux marchandises assurées portées à titre de parure par l'Assuré ou ses préposés à l'intérieur de l'espace assuré.

8.12. Les dommages survenant aux objets assurés au cours d'un travail exécuté sur ceux-ci, si les dommages sont la conséquence directe ou indirecte de ce travail.

8.13. Les manquants dans les colis expédiés, lorsque l'emballage ne présente pas de trace d'ouverture lors de la réception par le destinataire, le bon de livraison faisant foi.

ARTICLE 9 - SINISTRE

9.1. Obligations en cas de sinistre :

En cas de sinistre, l'assuré doit :

- a) aviser immédiatement les assureurs;
- b) présenter aux assureurs un dossier complet comprenant notamment une déclaration circonstanciée des faits ainsi que toute pièce justificative utile;
- c) suivre les instructions éventuelles des assureurs;
- d) en cas de vol, déposer plainte immédiatement auprès de l'autorité compétente;
- e) prendre toutes les mesures utiles pour limiter les pertes et dommages et pour sauvegarder les objets assurés.

9.2. Gestion du sinistre

Les assureurs se réservent la faculté d'intervenir en lieu et place de l'assuré pour traiter avec les tiers.

Toute citation, assignation et généralement tout acte judiciaire ou extrajudiciaire quelconque relatif à un sinistre garanti doit être transmis aux assureurs dans les deux jours ouvrables de sa signification à l'assuré.

En cas d'action judiciaire intentée contre l'assuré et susceptible de faire intervenir la garantie du présent contrat d'assurance, les assureurs, sans pouvoir y être contraints, peuvent décider de diriger ou de suivre le procès au nom de l'assuré. Les assureurs prennent en charge l'indemnité résultant d'une décision finale de justice, intérêts et frais compris, sans préjudice des conditions du contrat d'assurance et sans dépasser la (les) valeur(s) assurée(s) figurant aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance. Les assureurs supportent, en outre, proportionnellement à leur intérêt, les honoraires et frais de l'avocat désigné par eux ; ils ne supporteront en revanche, en aucun cas, les honoraires et frais de l'avocat désigné par l'assuré. L'assuré s'engage à interjeter appel et/ou à introduire un pourvoi en cassation, si les assureurs le lui demandent.

Dans toute action où les assureurs assument la défense de l'assuré, celui-ci peut s'adjoindre, à ses frais, l'avocat de son choix.

9.3. Evaluation du dommage

9.3.1 Marchandises appartenant à l'assuré

Prix coûtant, hors T.V.A. ou valeur de remplacement hors T.V.A., selon les conditions particulières.

Pour les marchandises confiées par l'Assuré à une société du même groupe : Prix coûtant, hors T.V.A.

9.3.2 Marchandises confiées à l'Assuré par des membres de la profession

Valeur des marchandises confiées, établie selon le bordereau de consignation hors T.V.A.

9.3.3. Marchandises confiées à l'Assuré par des personnes autres que celles visées à l'article 8.3.2 ci-dessus

Valeur de remplacement TTC.

9.3.4. Marchandises vendues

Soit :

- Valeur de vente hors TVA si l'objet n'est pas remplacé. Il appartient à l'assuré de produire une attestation de l'acheteur certifiant qu'il n'a pas reçu et ne demande pas livraison de l'objet perdu, avarié ou détruit.

- Valeur de remplacement hors TVA, pour l'assuré, si l'objet est remplacé.

9.3.5. Paires et ensembles d'objets

Il est entendu qu'en cas de perte ou de dommage touchant un ou des objet(s) formant partie d'une paire ou d'un ensemble, l'évaluation de la perte ou du dommage touchant ce ou ces objet(s) se fera d'une mesure juste et raisonnable, proportionnellement à la valeur totale de l'ensemble en tenant compte de l'importance dudit ou desdits objet(s).

En aucun cas ce dommage ne pourra être considéré comme une perte totale de l'ensemble.

9.4. Expertise

Le montant des pertes et dommages des objets assurés sera, à la demande des assureurs, établie par voie d'expertise.

Si les pertes et dommages ne sont pas estimés de gré à gré, ils le seront par deux experts. En cas de désaccord, ceux-ci s'adjoindront un troisième expert, avec lequel ils opéreront en commun et à la majorité des avis de ces experts.

Faute, par l'une des parties, de nommer son expert ou faute aux deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination en sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance du lieu où le contrat d'assurance a été émis, à la requête de la partie la plus diligente. Faute par l'un des experts de remplir sa mission, il sera, de la même façon, pourvu à son remplacement. Les experts sont dispensés de toutes formalités judiciaires.

Chacune des parties supporte les frais d'expertise qui lui sont propres. Les frais d'intervention du troisième expert et de l'expertise judiciaire éventuelle, sont supportés à parts égales par les parties.

Toute expertise ou constatation contradictoire des pertes et dommages de même que, les mesures de sauvetage ou de sauvegarde des objets sinistrés, sont effectuées sans aucune reconnaissance préjudiciable dans le chef des assureurs.

9.5. Subrogation

Les assureurs sont, après paiement de l'indemnité, subrogés de plein droit é non seulement contre les tiers responsables du dommage mais aussi contre tous tiers ou cocontractants

9.6. Prescription

Toutes actions en paiement d'indemnités seront prescrites après un délai de 3 ans à compter de la date de la survenance du sinistre.

Toutes actions récursoires des assureurs contre l'assuré seront prescrites après un délai 3 ans à compter du jour du paiement de l'indemnité par les assureurs. En cas de fraude, la prescription de droit commun de l'article 2262 du Code Civil belge est applicable.

ARTICLE 10 - FRANCHISE

Le montant de l'indemnité se règle sous déduction d'une ou plusieurs franchises telles que précisées aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance.

ARTICLE 11 - PRIME

11.1. Disparition du risque - résiliation facultative

La prime et ses accessoires sont annuels et indivisibles, sauf en cas de disparition du risque ou de résiliation du contrat d'assurance conformément à l'article 3.4.2 (résiliation après sinistre). Dans ce cas, les assureurs retourneront la partie de prime non absorbée par les risques non encourus et/ou par les sinistres réglés et réservés.

11.2. Quérabilité de la prime

Toute prime et ses accessoires sont quérables et payables au comptant, aux échéances fixées dans les Conditions Particulières du présent contrat d'assurance.

11.3. Impôts, taxes, frais (accessoires de la prime)

Les impôts, taxes et frais sont encaissés simultanément avec la prime; leur non paiement a les mêmes conséquences que celles du non paiement de la prime. Tous impôts, taxes et frais actuels et futurs, applicables au présent contrat d'assurance, sont à charge de l'assuré.

11.4. Régularisation de la prime

L'assuré s'engage à communiquer immédiatement aux assureurs, pour les contrats d'assurance dont la prime se calcule sur le chiffre d'affaires, ou sur déclarations, au plus tard dans les trois mois qui suivent l'échéance du présent contrat d'assurance, le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année révolue, ou tout autre élément de régularisation de prime stipulé aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance; la non communication de l'information sur base de laquelle la régularisation de prime doit se faire, a les mêmes conséquences que celles prévues en cas de non paiement de la prime.

ARTICLE 12 - TRANSFERT DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le contrat d'assurance oblige non seulement les parties mais encore leurs héritiers, légataires, donataires, ayants droit. Il continue à courir malgré le changement de raison sociale, la faillite, la liquidation judiciaire, la déconfiture.

Si l'assuré fait apport de l'objet du risque en société, fusionne ou conclut un contrat d'association, il est tenu d'imposer la continuation du contrat d'assurance au cessionnaire, associé, ayant droit.

En cas de décès de l'assuré, le contrat d'assurance continue de plein droit, les héritiers ou ayants cause étant solidairement et indivisiblement obligés à son exécution, mais ils n'en bénéficient qu'après avoir demandé et obtenu le transfert à leurs noms.

ARTICLE 13 - SOLIDARITE DES ASSURES

Lorsque le contrat d'assurance est conclu par plusieurs assurés, ils sont solidairement responsables des obligations qui en résultent.

ARTICLE 14 - COASSURANCE ET APERITION

14.1. Assureurs non solidaires

Il n'existe aucune solidarité entre les différents assureurs éventuels qui signent le présent contrat d'assurance, de sorte qu'un contrat d'assurance distinct est réputé être conclu séparément entre l'assuré et chaque assureur soussigné à concurrence de la part souscrite par chacun d'eux.

14.2. Apériteur

Sauf convention contraire, le premier assureur soussigné est réputé agir en qualité d'apériteur.

14.3. Mandat de l'apériteur

L'apériteur est réputé mandataire des co-assureurs du présent contrat d'assurance pour recevoir toutes les communications quelconques concernant ledit contrat. Les co-assureurs s'engagent, en outre, à suivre l'apériteur dans toutes ses décisions concernant le présent contrat d'assurance : gestion, interprétation, fixation des indemnités et règlement des sinistres.

Les polices, certificats, avenants ou autres documents de régularisation peuvent être établies par l'apériteur au nom des coassureurs.

Nonobstant le fait que les documents précités soient émis au nom du seul apériteur, chaque compagnie et/ou assureur, co-assureur, reste expressément engagé(e) à concurrence de la seule participation mentionnée dans le présent contrat d'assurance.

Les dispositions du présent article sont étendues à la signature des avenants, lesquels seront signés par l'apériteur : « par délégation de tous les co-assureurs », lesquels acceptent, expressément et sans aucune réserve, cette délégation de signature.

ARTICLE 15 - NON RESPECT, PAR L'ASSURE, DE SES OBLIGATIONS - SANCTIONS

Chaque fois que l'assuré ne respecte pas les obligations auxquelles il est tenu en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance, les assureurs sont fondés à lui en réclamer compensation en proportion du préjudice subi par eux, sous réserve des éventuelles actions en justice qui pourraient être intentées contre l'assuré en cas d'intention frauduleuse de sa part.

ARTICLE 16 – DROIT APPLICABLE LITIGES

Les litiges entre l'assureur et l'assuré sont jugés par un tribunal arbitral dont les deux premiers membres sont nommés par chacune des parties et le troisième par les arbitres ainsi nommés. Si l'une des parties néglige de désigner son arbitre dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la notification arbitrale, ou en cas de désaccord entre les deux premiers arbitres concernant la désignation du troisième arbitre, la nomination de l'arbitre se fera, à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Commerce du lieu où le contrat d'assurance a été émis.

Les litiges seront jugés au lieu où le contrat d'assurance a été émis.

Les parties se réservent la faculté d'appel auprès d'un second tribunal arbitral, siégeant en degré d'appel, pour autant que cette faculté ait été prévue dans le compromis d'arbitrage ou dans les documents en tenant lieu.

Néanmoins, les tribunaux ordinaires restent compétents pour les litiges afférents uniquement à l'encaissement des primes.

La loi belge est applicable au contrat et la langue choisie est celle du présent contrat d'assurance.

ARTICLE 17 - PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Responsable du traitement des données

Jean Verheyen, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « Jean Verheyen »).

Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de Jean Verheyen peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer
Rue de la Limite 17
1210 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@verheyen.be

Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec Jean Verheyen.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentirement au contrat d'assurance (par exemple le développement d'un espace client digital).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.

- la gestion de la relation entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant en l'exécution des conventions entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle Jean Verheyen est soumise.
- la surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- les études statistiques :
 - Il s'agit de traitements effectués par Jean Verheyen ou par un tiers en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de Jean Verheyen, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, Datassur).

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel Jean Verheyen peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen à des fins de marketing direct (actions commerciales, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de Jean Verheyen ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

Transfert des données hors de l'Union Européenne

En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, Jean Verheyen se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par Jean Verheyen pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à Jean Verheyen à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter Jean Verheyen »).

Conservation des données

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles Jean Verheyen n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel

Les données à caractère personnel relatives à la personne concernée que Jean Verheyen demande de fournir sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité

Jean Verheyen a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, Jean Verheyen suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de Jean Verheyen la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de Jean Verheyen. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; toutefois, si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de Jean Verheyen, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de Jean Verheyen;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à Jean Verheyen, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ;

Contacter Jean Verheyen

La personne concernée peut contacter Jean Verheyen pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressé à : Jean Verheyen Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Jean Verheyen traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte

Si la personne concernée estime que Jean Verheyen ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité Jean Verheyen.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00
Fax. + 32 2 274 48 35
commission@privacycommission.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

ARTICLE 18 - PREVALENCE

La garantie est accordée selon les dispositions des présentes "Conditions Générales" et des "Conditions Particulières". Les "Conditions Particulières" prévalent sur les présentes "Conditions Générales".

ARTICLE 19 - LICEITE

Si l'un ou plusieurs articles du présent contrat d'assurance étaient en infraction avec une quelconque disposition légale impérative, seuls les articles concernés seraient réputés nuls, sans affecter aucunement la validité du présent contrat d'assurance et des autres articles qu'il renferme.

JEAN VERHEYEN S.A. – Reconnu par la FSMA comme souscripteur mandaté – Entreprise n° 0431 491 731 – RPM : Bruxelles
Siège Social : rue de la Limite 17, B 1210 Bruxelles – T : +32(0)2 250 63 11 – F : +32(0)2 250 63 00
Web : www.verheyen.be – E-mail : info@verheyen.be – transport@verheyen.be – patrimony@verheyen.be
Banque : IBAN : BE25 3100 0003 8482 – BIC : BBRUBEBB
AXA Belgium S.A. Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles, détient plus de 10 % du capital
Règlement extrajudiciaire des plaintes : SERVICE OMBUDSMAN ASSURANCES A.S.B.L.
Square de Meeûs 35, B 1000 Bruxelles – E-mail : info@ombudsman.as